



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 JANVIER 1988

N° 167

PRIX : 3FF



MALI : QUAND MOUSSA

PRETEND LUTTER

CONTRE LA CORRUPTION

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- Guinée : la menace d'une émeute généralisée fait reculer Lansana Conté

Page 5

- Côte d'Ivoire : Deux chauffeurs de taxi rançonnent leur patron

Page 5

- Tchad : Enrôlement forcé dans l'armée

Pages 6 et 7

- Gaza-Cisjordanie: Les masses palestiniennes en révolte

ABONNEMENT

France: pli ouvert: 55 FF; pli fermé: 65 FF

Le paiement se fait uniquement en timbres-postes courants

- Etranger: même tarif mais uniquement en "coupons-réponses" international

ADRESSE

Toute correspondance est à adresser à COMBAT OUVRIER, B.P. 42 Clichy Cedex

é d i t o r i a l

MALI : QUAND MOUSSA TRAORE PRETEND LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION PASSE PAR LA DESTRUCTION DE L'ETAT

Le 5 décembre dernier, 9 personnes ont été condamnées à mort, deux autres à la prison à perpétuité et plusieurs dizaines d'autres à des peines allant jusqu'à 10 ans de travaux forcés. C'est le résultat d'un jugement portant sur 47 affaires de détournements de fonds publics dont la somme globale serait 650 millions de francs CFA.

Moussa Traoré a voulu faire de cette affaire une opération spectaculaire pour "la moralisation de la vie publique". Il ne rate aucune occasion lors de ses tournées pour faire des discours dénonçant la corruption et le mauvais fonctionnement de l'administration. Moussa Traoré voudrait se faire applaudir en s'auto-proclamant le champion de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds.

Heureusement pour lui que le ridicule ne tue pas. Car il est de notoriété publique que Moussa Traoré et sa femme qui est une "femme d'affaires" sont les premiers à se servir impunément dans les caisses de l'Etat. Tout le monde sait que Moussa Traoré s'est offert un château en Algérie et que c'est en milliards de francs CFA que se chiffrent son compte en banque en Suisse.

L'année dernière un ministre, Sacko Soumana, un peu trop curieux sur les "affaires" qui se passent à la douane, a été limogé. Il était tombé sur un grand trafic de voitures et d'or, où Moussa Traoré et sa femme seraient impliqués.

Alors, à quoi correspond toute cette campagne dite de moralisation et ce procès spectaculaire? Est-ce seulement une opération de poudre aux yeux de Moussa Traoré qui agirait comme un voleur qui crie "au voleur" pour tromper les gens? Ou alors est-ce un règlement de compte, un de plus comme en a l'habitude Moussa Traoré?

On se souvient comment Tiécoro Bagayoko qui risquait de devenir un rival de Traoré a été éliminé avec sa bande au nom de la "lutte contre la corruption". Traoré peut s'en prendre y compris avec violence à certains hauts fonctionnaires corrompus ne serait-ce que lorsque leurs prélèvements à eux diminuent les siens; mais il ne peut pas s'en prendre à la corruption elle-même. Parce qu'elle est à la base même de l'Etat, au Mali comme dans tous les pays pauvres d'Afrique ou d'ailleurs.

Dans nos pays pauvres, les classes privilégiées n'ont pas de quoi se payer un Etat non corrompu. Les Etats, tous les Etats sont, pour reprendre une expression célèbre, "les bandes armées des classes privilégiées".

... / ...

*

*

*

Dans les riches pays impérialistes, ces bandes armées sont payées par les impôts, par les prélèvements effectués dans l'intérêt collectif des classes privilégiées sur l'ensemble de la population. Dans nos pays pauvres, on laisse ces bandes armées vivre directement sur le dos de la population. La corruption n'est même plus une attitude individuelle. C'est le moyen tout à fait général par lequel tous ceux qui ont une autorité dans l'appareil d'Etat et à tous les niveaux, assurent l'essentiel de leurs revenus.

Alors ceux qui font partie directement ou indirectement de ces bandes armées peuvent se chamailler entre eux pour la répartition des fruits de la corruption: ils en vivent tous. Et c'est toujours au détriment des classes pauvres: les ouvriers, les chômeurs et les paysans, qu'ils effectuent leurs prélèvements. La corruption, c'est le moyen par lequel, dans les pays pauvres, les classes privilégiées font payer le prix de leur machine de répression par les classes exploitées contre lesquelles cette machine est destinée.

Alors, lutter contre la corruption, c'est lutter contre l'Etat lui-même. La corruption ne disparaîtra que lorsque la population armée détruira ces appareils d'Etat bourgeois pour les remplacer par des appareils contrôlés par les pauvres en armes.

En attendant, on aura peut-être des procès spectaculaires, mais la corruption continuera de plus belle.

GUINÉE : LA MENACE D'UNE EMEUTE GENERALISEE FAIT RECULER LANSANA

Plusieurs centaines de personnes, "en majorité des étudiants et des chômeurs", selon un communiqué de presse de l'AFP, ont manifesté à Conakry contre la vie chère, les 6 et 7 janvier. Les manifestants ont envahi le marché, "pillant, saccageant les étals et les boutiques", selon le même communiqué. Il a fallu plus de 48 heures à la police et à la gendarmerie pour ramener le calme. Plusieurs manifestants ont été blessés. Il y a eu des arrestations, et il n'est pas exclu qu'il y ait eu mort d'homme.

Ces manifestations ont été déclenchées à la suite de la montée vertigineuse des prix des denrées alimentaires, dont certains ont doublé ou triplé depuis le début de cette année. Les détaillants ont en effet profité de l'annonce faite le 31 décembre par Lansana Konté d'augmenter de 80% les salaires des fonctionnaires en même temps que l'augmentation de 78% du prix du carburant, pour relever, eux aussi, les prix.

Mais il a fallu que des manifestations éclatent pour que le gouvernement qui avait laissé les prix flamber sans rien dire, fasse semblant de se soucier de la détresse des petites gens. C'est ainsi que Lansana Konté, pour désamorcer la tension, a prononcé un long discours dans lequel il a dénoncé "les commerçants véreux" et les "saboteurs" de l'économie. Il a également annoncé le retour obligatoire aux prix pratiqués avant le 31 décembre.

Tout dictateur qu'il soit, appuyé sur une armée sans pitié à l'égard des pauvres et de ceux qui osent critiquer le régime, Lansana Konté a tout de même été contraint de freiner l'ardeur des commerçants et de faire semblant de défendre les intérêts des petites gens, lui qui aime parler de "sacrifices" et de "mesures d'austérité". Et ce n'est pas les quelques centaines de personnes qui manifestaient à Conakry (manifestants qui, du reste, ne s'en prenaient pas à son régime directement, mais plutôt aux commerçants de la place du marché), qui faisaient peur à Lansana Konté.

... / ...

Car qu'est-ce que quelques centaines de personnes défilant les mains nues face à toute l'armée, organisée et outillée pour mettre au pas toute la population du pays? Mais si Lansana s'est empressé de désamorcer l'explosion de colère, c'est qu'il sait que les quelques centaines peuvent devenir très très vite des milliers, sinon des dizaines de milliers de personnes dans la rue.

Car, ce que les quelques centaines de personnes revendiquaient haut et fort correspond à ce que souhaitent des centaines de milliers de petites gens qui, avec les augmentations des prix des denrées alimentaires, seraient réduites à la mendicité, elles qui sont déjà au bord de la mendicité en l'état actuel des choses.

Les exemples des émeutes récentes de Lagos au Nigéria, comme des émeutes de la faim en Zambie et dans d'autres pays montrent justement que quand les gens sont au bord de la misère et de surcroît quand ils sont entassés par centaines de milliers, voire par millions dans des bidonvilles, un petit incident tout à fait banal peut se transformer en une énorme émeute.

Apparemment, Lansana Konté a pu désamorcer la colère des habitants de Conakry avant qu'elle ne se transforme en émeute. Mais ce n'est certainement qu'un répit pour lui, car la situation de la majorité de la population guinéenne ne cesse d'empirer tout comme celle des populations voisines d'ailleurs. La fin du règne de Sekou Touré et toutes les promesses de "rétablissement de l'économie" faites par le nouveau régime, ou tout simplement l'espoir que la population avait mis sur Lansana Konté lui avait valu un petit crédit.

Mais cet "état de grâce" s'est rétréci comme une peau de chagrin. Les salaires des fonctionnaires étaient bloqués depuis des années soi-disant pour "assainir l'économie". De même que depuis 1986, le régime envisageait de licencier 40.000 fonctionnaires sur les 90.000 que compte le pays. L'Etat guinéen est pour ainsi dire le seul employeur du pays. Les salaires des fonctionnaires font vivre plusieurs centaines de milliers de personnes. Le blocage des salaires et le licenciement envisagés ne peuvent passer inaperçus et laisser les gens indifférents.

C'est au sein de l'armée même que la grogne avait commencé. Les soldats commençaient à rouspéter contre le blocage des salaires. Lansana Konté a même dû renoncer à sa visite en France, envisagée de longue date et prévue pour début décembre dernier. Il a eu vent d'une menace de coup d'Etat.

Est-ce pour désamorcer à temps ce mécontentement au sein de l'armée, c'est-à-dire l'ossature de son régime, que Lansana Konté, avec l'aval du FMI (qui d'habitude est plutôt pour le blocage des salaires), a annoncé le 31 décembre comme un cadeau de nouvel an l'augmentation de 80% des salaires des fonctionnaires (armée et fonction publique)?

Il a peut-être satisfait la revendication des militaires. Mais les commerçants voulaient eux aussi leur part de cadeau de nouvel an. C'est ce qu'ils se sont offerts eux-mêmes le 1er janvier, c'est-à-dire après l'annonce des augmentations de salaires des fonctionnaires. Mais, du coup, c'est toute cette majorité de la population qui, elle, ne pouvait pas augmenter ses revenus au rythme de l'augmentation des prix, qui s'est trouvée acculée. La coupe était trop remplie et ça commençait à déborder dans les rues de Conakry.

Les habitants ont raison de manifester dans les rues, car ils n'ont aucun cadeau à attendre ni de Lansana, ni de ses maîtres de Paris ou d'ailleurs. C'est dans la rue que les pauvres pourront arracher leurs revendications. Seulement, s'ils ne veulent pas que leurs révoltes se terminent comme celles de leurs frères de Lagos, de Lusaka, de Tananarive ou d'ailleurs, c'est-à-dire dans le sang et sans lendemain, il faut qu'ils se préparent. Car ils n'auront que ce qu'ils seront capables d'arracher par leur force et leur détermination.

COTE D'IVOIRE : DEUX CHAUFFEURS DE TAXI RANCONNENT LEUR PATRON

Deux chauffeurs de taxi, salariés de la société de transport, la Cotracom, ont disparu à la fin de leur journée de travail en gardant pour eux la recette du jour. Cela représente la somme de 30 000 francs CFA par taxi.

Petite "récupération individuelle" dont la presse a fait grand cas. Mais la même presse ne parle guère du vol permanent dont sont victimes ces milliers de chauffeurs de taxi qui passent souvent plus de dix ou douze heures de travail à sillonner dans tous les sens les quartiers d'Abidjan, et cela pour des salaires mensuels qui représentent à peine la recette d'une journée.

Ces chauffeurs de taxi travaillent donc un jour pour gagner leur propre salaire et 25-26 jours pour leur patron. Le patron est censé financer là-dessus les voitures, mais même cela, il le fait payer en partie aux chauffeurs qui doivent aussi faire attention à l'état de la voiture lorsqu'on sait dans quelles conditions sont les petites rues des quartiers populaires. Pour les patrons, toutes les raisons sont bonnes pour retenir sur le maigre salaire du chauffeur des sommes d'argent sous prétexte que telle ou telle partie défectueuse de la voiture provient du mauvais entretien dû au chauffeur.

Les chauffeurs de taxi ne sont plus les seuls à subir l'exploitation de la part des sociétés de transport. Il y a aussi de nombreux chauffeurs de Baka (sorte de mini-cars pouvant transporter environ douze personnes) et les apprentis qui l'accompagnent ont des conditions dures de travail pour des salaires de misère.

Alors, cette "récupération individuelle" de 30 000 francs CFA de la part des deux chauffeurs, ce n'est pas grand-chose. Il vaudrait sûrement mieux que les chauffeurs s'associent pour imposer, collectivement, aux sociétés de transport de quoi vivre un peu plus correctement.

TCHAD : ENROLEMENT DE FORCE DANS L'ARMEE

Depuis quelques temps, les dirigeants tchadiens ont trouvé un moyen expéditif de recrutement des combattants, à bon compte, pour leur sale guerre. Tous ceux qui se trouvent en dehors tard dans la nuit, à N'Djaména, sont mis aux arrêts; la plupart sont envoyés dans le Nord pour combattre. Ainsi, presque quotidiennement, des personnes disparaissent de la Capitale.

Si les dirigeants en sont venus à utiliser cette manière de recruter, c'est parce qu'il manque de volontaires pour l'armée. En effet, certains combattants ont réussi à se caser dans l'administration ou ailleurs; d'autres ont déserté ou sont morts au combat. Alors ils enrôlent de force les gens dans l'armée.

La guerre sert de prétexte pour pressurer davantage les populations. Sous prétexte d'aider à la "reconstruction" du pays ravagé par la guerre ou d'aider le pays à combattre l'ennemi (sous entendu Kadhafi), l'Etat, depuis des années, prélève systématiquement tous les mois, la moitié du salaire des fonctionnaires; il prend de l'argent aux populations sous forme de "cotisations" diverses.

Mais tout cela ne suffit pas encore; il faut en plus payer de sa vie en participant de force à la guerre. C'est vraiment révoltant !

GAZA - CISJORDANIE : LES MASSES PALESTINIENNES EN REVOLTE

Voilà que tout d'un coup, la situation devient explosive dans les territoires occupés par Israël. Depuis un mois, des jeunes palestiniens manifestent dans les rues et affrontent courageusement les soldats israéliens à coups de pierres; ils dressent des barricades dans les rues en enflammant de vieux pneus de voiture.

La répression est féroce. On parle de plus de 30 manifestants tués par la soldatesque israélienne depuis le déclenchement du conflit. Mais les jeunes continuent de manifester leur haine longtemps contenue contre cette armée d'occupation.

Les manifestants continuent et c'est cela qui fait peur aux dirigeants israéliens; malgré le déploiement des nouvelles forces à Gaza et en Cisjordanie, le gouvernement israélien n'est pas venu à bout des manifestants.

Cette armée israélienne qui a vaincu militairement les armées de plusieurs pays arabes réunis demeure impuissante devant quelques milliers de jeunes en colère. Parce que derrière ces jeunes palestiniens, il y a l'ensemble de la population qui en a assez de l'occupation, assez des humiliations et brutalités quotidiennes.

Et plus cette armée réprime, plus la haine contre l'occupant augmente, et plus surgissent au sein de la population, véritable réservoir humain de combattants, des hommes, des femmes qui se jettent dans la lutte. La terreur sanglante pratiquée par les militaires israéliens ne fait que renforcer la détermination des Palestiniens.

Ce qui effraie les dirigeants israéliens, c'est que la situation risque de devenir incontrôlable. Ce qui effraie l'impérialisme américain, c'est l'ampleur du mouvement de contestation. Commencé à Gaza, il s'est étendu à la Cisjordanie, puis aussi en Israël même. Les Palestiniens israéliens considérés jusque-là comme des privilégiés par rapport à ceux des territoires occupés se sont mis cette fois en mouvement.

L'impérialisme craint que la contagion du mouvement de contestation n'atteigne également les pays arabes voisins où sont répartis les Palestiniens et notamment au Caire, en Egypte. Cela risque de déstabiliser les régimes dictatoriaux en place.

Ce qui se passe depuis un mois à Gaza, en Cisjordanie, dans les territoires occupés montre qu'une nouvelle génération de jeunes palestiniens qui sont nés et qui ont grandi dans les camps des réfugiés ont oublié les échecs et les démoralisations de leurs aînés pour reprendre le combat.

Mais ce que l'on peut leur souhaiter, pour que leur combat soit efficace, ce qu'ils n'aient pas oublié en même temps les raisons justement des échecs et de la démoralisation des générations précédentes.

Qu'ils n'aient pas oublié, d'abord que si l'Etat d'Israël est certainement leur adversaire, les Etats arabes de la région n'en sont pas pour autant leurs amis; qu'ils n'aient pas oublié que la grande montée du mouvement palestinien dans les années 1970 a été brisée -moins par l'armée et la police de l'Etat d'Israël que par les troupes bédouines du roi Hussein de Jordanie lors du tristement célèbre "septembre noir".

Qu'ils n'aient pas oublié que leurs propres dirigeants d'alors et qui sont en même temps ceux qui essaient de diriger maintenant les mouvements palestiniens, l'O.L.P. comme Yasser Arafat et compagnie leur avaient présenté, à l'époque, les dirigeants arabes comme des alliés face à Israël.

"Septembre noir" pour ce qui est le cas de la Jordanie du roi Hussein, les multiples actions de répression syriennes contre les camps palestiniens au Liban, la rigueur avec laquelle la police et l'armée égyptiennes ont écrasé dans l'oeuf toute organisation indépendante des Palestiniens ont amplement démontré au cours de ces quinze années passées que les régimes de Syrie, de la Jordanie et de l'Egypte, etc, tout arabes qu'ils soient, sont des ennemis aussi féroces, aussi implacables des opprimés palestiniens que le sont l'Etat d'Israël et son régime sioniste.

Cela, les opprimés, c'est-à-dire les classes pauvres palestiniennes -parce que ce sont des classes pauvres qui se retrouvent dans les camps des réfugiés, pas les classes riches- ont eu amplement le temps de faire l'expérience dans leur chair et dans leur sang, mais on peut souhaiter que ces pauvres accèdent à la conscience qu'ils ont en même temps des alliés dans ces pays.

Ces masses pauvres ont beau vivre dans les Etats indépendants de la Jordanie, de la Syrie ou de l'Egypte, mais elles n'en sont pas moins pauvres, ni moins opprimées. Les alliés des classes pauvres palestiniennes sont par exemple ces millions de pauvres qui s'entassent dans des bidonvilles du Caire et qui ne sont ni moins pauvres, ni moins opprimés que leurs frères palestiniens. Même si ce sont des militaires arabes qui les matraquent ou qui leur tirent dessus et pas les militaires israéliens.

Les mouvements palestiniens bénéficient d'un crédit considérable et mérité dans les populations pauvres du Moyen Orient. La politique la plus efficace pour les masses pauvres palestiniennes n'est certainement pas de se cantonner dans un combat singulier avec l'armée israélienne, sous le drapeau du nationalisme palestinien et avec comme but la création d'un Etat palestinien reconnu et patronné par les grandes puissances.

La politique efficace, ce serait d'utiliser le crédit de la cause palestinienne pour essayer d'entraîner les masses pauvres de toute la région dans un combat unique pour balayer tous les Etats, tous les tyrans de cette région. Ce n'est pas du tout la politique de l'O.L.P et ce n'est la politique d'aucune autre organisation qui se place sur le terrain du nationalisme.

Et ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'au travers le combat présent ou futur des Palestiniens, naisse une organisation qui se situe sur le terrain des masses exploitées et qui défend leur politique.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.